

directs avaient totalisé \$290,800,000 et les emprunts garantis, \$500,471,000. Voici les émissions des provinces en 1959:

<u>Province</u>	<u>Mois</u>	<u>Montant</u>	<u>Province</u>	<u>Mois</u>	<u>Montant</u>
		\$			\$
Nouveau-Brunswick.....	Janvier.....	6,500,000	Île-du-Prince-Édouard..	Octobre.....	4,000,000
Terre-Neuve.....	Janvier.....	4,000,000	Ontario.....	Octobre.....	50,000,000
Ontario.....	Janvier.....	75,000,000	Terre-Neuve.....	Octobre.....	4,000,000
Île-du-Prince-Édouard..	Janvier.....	1,500,000	Île-du-Prince-Édouard..	Novembre.....	1,600,000
Nouvelle-Écosse.....	Janvier.....	12,000,000	Manitoba.....	Novembre.....	10,000,000
Saskatchewan.....	Janvier.....	8,000,000	Nouveau-Brunswick....	Décembre.....	5,580,000
Île-du-Prince-Édouard..	Avril.....	1,500,000	Nouvelle-Écosse.....	Décembre.....	8,500,000
Ontario.....	Juillet.....	50,000,000			
Saskatchewan.....	Août.....	15,000,000	TOTAL, 1959.....		277,180,000
Manitoba.....	Octobre.....	20,000,000			

Le marché du financement municipal direct (à l'exclusion du financement municipal garanti par les provinces) a baissé de \$401,426,925 en 1958 à \$351,009,246 en 1959. Les emprunts pour fins paroissiales, scolaires et diverses ont un peu augmenté, soit de \$62,081,000 en 1958 à \$73,804,100 en 1959. L'augmentation n'a pas suffi, cependant, à neutraliser la baisse du total global. Les municipalités de Vancouver, Regina, Winnipeg, Hamilton, Toronto, Montréal et Ottawa ont le plus emprunté en 1959.

Les ventes d'obligations de sociétés ont fait une chute à \$369,025,000 (chiffre sans précédent de \$1,024,604,100 en 1957 et total de \$729,225,000 en 1958). Le ralentissement général de l'activité économique, commencé sur la fin de 1957 et continué en 1958 et 1959, s'est répercuté sur le nombre et le montant des nouvelles émissions des sociétés. Ces émissions comportaient plus d'avantages spéciaux (droits d'achat d'actions, bonis sous forme d'actions, droits de diverses sortes et souscriptions en unités accompagnées d'actions ordinaires). Ces avantages visaient à rendre les nouvelles émissions plus attrayantes sur le marché plutôt tranquille.

Les emprunts les plus considérables des sociétés sur le marché obligataire intérieur en 1959 comprennent deux émissions (30 millions et 40 millions) de la *British Columbia Electric Company Limited*, une émission de 25 millions de la *Irving Refinery Limited*, une de 17 millions de la *BP Refinery Canada Limited*, une de 20 millions de la *Simpsons-Sears Acceptance Company Limited*, une de 35 millions de la *Bell Telephone Company of Canada* et une de 20 millions de la *Dominion Foundries and Steel Limited*. Les emprunts aux États-Unis en 1959 comprennent les suivants: 4 millions, *Thorncliffe Park Limited*; 20 millions, *Canadian Acceptance Corporation*; 4 millions, *Laurentide Acceptance Corporation Limited*; 4,500 millions, *Provo Gas Producers*; et 5 millions, *Simpsons-Sears Acceptance Company Limited*.

En 1959, les nouvelles émissions d'obligations canadiennes aux États-Unis ont totalisé \$472,856,431 contre \$486,950,621 en 1958 et \$606,876,100 en 1957. Le total de 1959 comprend une tranche de \$310,200,000 d'émissions provinciales directes et garanties contre \$195,000,000 en 1958 et \$122,000,000 en 1957. Parmi les émissions municipales, le montant vendu aux États-Unis en 1959 a atteint \$112,356,431 (\$175,300,621 en 1958 et \$94,818,800 en 1957). D'accord avec la baisse générale marquée, les sociétés n'ont vendu que \$50,300,000 d'émissions aux États-Unis en 1959 contre \$116,650,000 en 1958 et \$390,057,300 en 1957.

Il ressort de ce qui précède que le marché obligataire en 1959 a été préoccupé des besoins du gouvernement fédéral. Cependant, l'accent semble revenir depuis sur d'autres formes de financement au moyen de valeurs mobilières. La statistique des six premiers mois de 1960 accuse une augmentation des émissions des provinces et municipalités ainsi que des sociétés sur la même période de 1959; les émissions provinciales et municipales se comparent aussi favorablement avec le total de 1958 et de 1957, mais les émissions des sociétés, tout en étant plus élevées durant le premier semestre de 1960 que durant le premier de 1959, demeurent bien inférieures à celles de 1958 et très inférieures à celles de 1957.